

Le bond en arrière de l'industrie française

La production nationale a chuté de 12 % en six ans, pour revenir à son niveau de 1994

▼

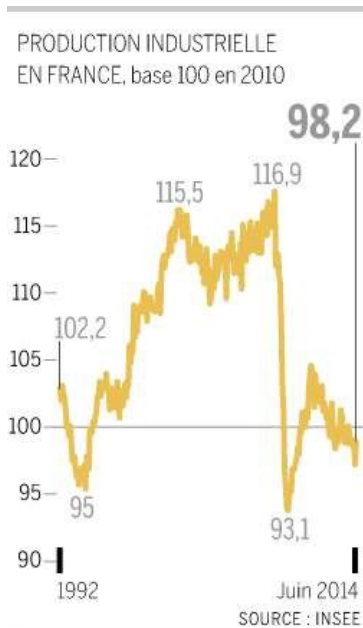
PAS DE REBOND ÉCONOMIQUE AU TROISIÈME TRIMESTRE

La stagnation de l'économie française se confirme. Le pays devrait enregistrer une croissance de seulement 0,2 % de son produit intérieur brut au troisième trimestre par rapport au deuxième, a annoncé, vendredi 8 août, la Banque de France, qui s'appuie notamment sur des enquêtes menées auprès des chefs d'entreprise.

Le troisième trimestre s'annonce donc à peine meilleur que le précédent. Selon la majorité des économistes, l'Insee devrait annoncer, le 14 août, une croissance très faiblement positive, comprise entre 0 % et 0,1 % pour le deuxième trimestre.

Une stagnation au deuxième trimestre, après une croissance déjà nulle au premier, puis une progression limitée à 0,2 % au troisième trimestre, mettrait définitivement hors de portée l'objectif gouvernemental d'une croissance de 1 % pour l'ensemble de l'année.

[-] fermer



Et le mouvement s'accélère. Au deuxième trimestre, la production industrielle a reculé de 2 % par rapport à la même période de l'année précédente, a indiqué l'Insee, vendredi 8 août.

En mai, la production française est même presque retombée, en volume, à son niveau plancher du printemps 2009, au plus fort de la crise. Cet épisode mis à part, il faut remonter à 1994 pour retrouver des chiffres aussi faibles. Comme si vingt ans étaient effacés.

Si l'on compare à juin 2008, juste avant l'éclatement de la crise, la chute est spectaculaire. En six ans, la production industrielle a diminué de 12 %. Quelques branches ont continué à progresser, comme l'aéronautique, l'assainissement de l'eau et la chimie.

Des marges trop faibles

Mais la plupart sont en déclin. Et certaines en pleine dépression. A commencer par le raffinage, dont la production s'est effondrée de 43 %. La crise a aussi provoqué des ravages dans la fabrication de matériel électrique et électronique, et l'énorme filière automobile, amputées chacune d'environ 25 % de leur puissance.

" *Oui, l'industrie française décroche* ", reconnaît Thierry Weil, professeur à Mines ParisTech et cheville ouvrière du groupe de réflexion La Fabrique de l'industrie. Une partie de la baisse peut sans doute être attribuée à une " tertiarisation " logique de l'économie. Mais alors que la production industrielle est en hausse dans la plupart des pays européens, notamment en Allemagne, la France, elle, reste à la traîne.

De même, elle n'a pas connu le rebond du commerce extérieur dont d'autres ont profité. Les exportations de marchandises plafonnent depuis plus de deux ans, et l'Hexagone affiche le déficit commercial le plus important des grands pays de la zone euro, là où l'Allemagne et l'Italie sont excédentaires. " *C'est cela, le vrai critère qui montre le problème français* ", note M. Weil. Un problème de compétitivité.

" *Les coûts salariaux sont élevés, alors que le niveau de gamme de la production est faible* ", explique Patrick Artus, de Natixis, dans sa dernière note. L'industrie tricolore se retrouve piégée dans un cercle vicieux. Des produits trop chers qui se vendent mal. Des consommateurs qui

manquent de pouvoir d'achat. Des marges en recul, qui ne permettent guère d'investir pour monter en gamme. " Cela explique l'inertie de l'offre, qui ne répond ni à la demande intérieure ni à la demande étrangère ", conclut M. Artus.

Résultat : là où le président François Hollande et le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, visaient un " redressement productif ", la désindustrialisation se poursuit inexorablement.

" On ne baisse pas les bras ", assure-t-on à Dreux comme à Bercy. Pour M. Artus, cependant, " les mesures de politique économique prises, même si elles vont dans le bon sens, risquent de ne pas modifier durablement ce panorama ". Selon lui, la " thérapie de choc " nécessaire reste à administrer.

Denis Cosnard